

Saguenay

Retour en arrière à l'Institut Saint-Georges au frais des contribuables

Louis Martineau | TVA Nouvelles | **Publié le 16 juin 2017 à 16:37** - Mis à jour le 16 juin 2017 à 16:42



On reproche souvent au système public de gérer à courte vue. Il y a cinq ans, une unité régulière était fermée à l'Institut Saint-Georges, qui fait partie du réseau des Centres jeunesse, pour en faire des bureaux. Aujourd'hui, des travaux sont en cours pour transformer à nouveau les lieux en unité de débordement, parce que la demande est trop grande.

Lors de la fermeture de cette ressource de l'arrondissement de Chicoutimi, à Saguenay, le but était de récupérer entre 550 000 \$ et 600 000 \$ par année.

«En 2012, on était dans une situation complètement différente que celle qu'on connaît aujourd'hui», a dit la porte-parole du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac St-Jean, Joëlle Savard.

«L'unité en question qui a été fermée n'était pas remplie à pleine capacité», a-t-elle ajouté.

nouvelle facture de près de 100 000 \$.

«On a constaté une augmentation dans les cinq dernières années de 15 % des besoins d'hébergement, donc on a besoin de places supplémentaires pour accueillir les jeunes», a souligné Mme Savard.

Le syndicat qui représente une partie des employés dénonce le manque de logique derrière cette série de décisions. «On demande aux établissements d'arriver à des mesures d'équilibre zéro, d'équilibre budgétaire, ce qui fait qu'on prend des décisions avec une vision à court terme et non avec une vision à long terme», a indiqué la représentante régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Lynn Brie.

«Le citron a tellement été pressé, et au bout du compte ça coûte plus cher aux contribuables de prendre des décisions comme ça», a-t-elle poursuivi.

Les employés appuient néanmoins la création de cette nouvelle unité, qui permettra d'éviter des situations problématiques.

«On se ramasse en unité régulière avec des jeunes qui ont des problèmes de santé mentale, qui ont des besoins à eux. Ce que ça a comme impact sur une unité régulière, quand on a deux ou trois jeunes, ça fait plus de gestion de crise», a conclu Mme Brie.

La direction de l'établissement maintien cependant que la hausse des besoins était imprévisible. «La décision qui a été prise en 2012, on n'a pas ressenti les contrecoups de ces décisions dans les années qui suivent», a indiqué Joëlle Savard.

La nouvelle unité sera prête plus tard cet été. Elle permettra d'accueillir neuf jeunes supplémentaires en cas de besoin.

Recommandé pour vous